



Le 19 octobre 2026

RASSEMBLEMENT REPUBLICAIN

Mesdames et Messieurs, élus, habitantes, et habitants de Valfleury,

Nous sommes réunis aujourd'hui devant la mairie, à l'appel de l'Association des maires de France, pour un moment simple mais important : nous tenir ensemble, devant le bâtiment qui symbolise la République dans notre commune.

Samedi, alors qu'ici je célébrais 2 parrainages civils et 1 mariage, marque de l'attachement à la communauté républicaine, des mairies et des bâtiments publics ont été incendiés, des commerces pillés. Des maires, des équipes municipales, des habitants et des commerçants ont vu leur ville blessée. Je pense à Limoges, Marseille, Lille, Bordeaux, Calais, Grenoble, Paris bien sûr et à tant d'autres communes. A Saint Etienne où les violences et les dégradations ont notamment visé des lieux symboliques de la république, la mairie annexe de centre deux a subi d'importantes dégradations et une tentative d'intrusion a été déjoué à quelques minutes près à l'hôtel de ville.

Je veux dire ici, clairement, que nous condamnons ces violences. Brûler une mairie, c'est s'attaquer à ce qui appartient à tous. Piller un commerce, c'est frapper des familles qui travaillent et qui font vivre nos villes, nos villages, nos quartiers. Ces actes ne sont pas une forme d'expression, et rien ne peut les justifier.

Ce qui s'est passé samedi n'était pas un simple débordement. Quand des centaines de personnes s'attaquent aux portes d'un hôtel de ville en criant leur intention de le brûler ou leur dégoût envers notre pays, quand on s'en prend successivement à une mairie, à une préfecture, à des commissariats, ou des établissements scolaires ce n'est plus de la colère sociale.

Ces tentatives de faire tomber les symboles de la République, ont une portée insurrectionnelle que nous ne pouvons pas ignorer.

Chacun a le droit de manifester, et d'exprimer ces idées. Mais il y a une différence entre ceux qui défendent des revendications et ceux qui cherchent le chaos. Et il y a une responsabilité pour ceux qui soufflent sur les braises : qui excusent, relativisent, cherchent à tirer profit du désordre au lieu de l'apaiser. Le désordre ne sert aucune cause sociale.

Ici, nous disons que la République se réforme par le débat, par les urnes, par le dialogue...

Nous, élus et citoyens, sommes aussi rassemblés

- Pour saluer les forces de l'ordre et les personnels des services de secours, qui, avec des moyens largement insuffisants, ont été mobilisés et qui exposent leur sécurité pour nous protéger et protéger celles et ceux qui manifestent pacifiquement.
- Pour dire notre solidarité aux commerçants et aux habitants, face aux actes de vandalisme ignobles et aux pillages de leurs biens. Nous les soutenons dans ces heures difficiles pour la reprise de leur activité.
- Pour exprimer notre solidarité à tous les maires et élus locaux qui ont dû faire face en première ligne à ces faits, ainsi que tous les agents communaux qui se sont mobilisés dès la nuit de samedi à dimanche pour réparer des dégâts.

Notre rôle, aujourd'hui, est d'affirmer notre attachement aux valeurs de la République : la liberté, l'égalité, la fraternité, le respect de chacun et de la loi. Chacun a le droit de s'exprimer, de manifester, d'être en désaccord. Mais cela doit se faire dans le respect de l'ordre public et des personnes.

Chacun doit maintenant, sans délai, prendre ses responsabilités pour que l'ordre soit rétabli pour que la paix civile et nos libertés publiques fondamentales puissent être pleinement respectées, et que nos communes puissent retrouver le calme dont elles ont besoin.

La responsabilité de l'exécutif est de garantir le retour à l'ordre public. Les événements du 17 octobre ont marqué l'échec de la doctrine d'emploi des forces de l'ordre et montré l'insuffisance criante de leurs moyens d'intervention. Il faut changer la doctrine d'intervention et leur donner réellement les moyens d'agir sur le terrain. Il est aussi indispensable que le travail des services de renseignement soit pleinement exploité, afin de prévenir les infiltrations de cortèges par des individus dangereux, et de procéder aux interpellations en amont de la manifestation.

La responsabilité de l'autorité judiciaire est de sanctionner les auteurs à la mesure de la gravité extrême de leurs actes.

La responsabilité de toutes les forces politiques, sociales et syndicales est de condamner sans réserve ces agissements et de tout mettre en œuvre dans les prochaines semaines pour participer au nécessaire apaisement dont le pays a besoin. Il est essentiel que la violence ne vienne plus empêcher l'expression d'aspirations sociales dans un pays en tension.

La responsabilité des habitants et de ceux qu'ils ont élus est de se lever contre ces actes qui nous menacent tous et de dire « stop ». Nous devons mobiliser la force civique de notre pays, bien plus puissante que ceux qui sèment le chaos.

Les maires y contribueront autant qu'il le leur sera possible.

Vive la République, et vive la France

Denis LAURENT

Maire de Valfleury